

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DIRECTION DES ARCHIVES
Centre des Archives diplomatiques de la Courneuve

Direction d'Asie et d'Océanie

Inde française

1944-1955

128QO/1-90

Répertoire numérique détaillé, revu en aout 2024

Référence : FRMAE 128QO

Intitulé : Asie Océanie / Inde française

Dates prépondérantes : 1944-1955

Niveau de description : Sous-série organique

Présentation, importance matérielle et support : 90 articles

Producteur : Direction d'Asie et d'Océanie

Service versant : Direction d'Asie et d'Océanie

Modalités d'entrée : Versement administratif

Présentation du contenu :

Les établissements français de l'Inde de 1944 à 1955 :

En 1944, la France réoccupe les établissements qu'elle possédait depuis deux siècles sur les côtes du sous-continent indien. Mais ces territoires sont rapidement revendiqués par la jeune puissance qui succède à l'Empire britannique des Indes, l'Union indienne. Celle-ci obtient leur rétrocession à l'amiable pendant la période qui nous occupe, non sans peine.

Le rattachement se produit en deux temps. Chandernagor, isolé près de Calcutta, décide de son sort par référendum dès 1949 ; le transfert de facto intervient peu après et la cession est régularisée lors des années suivantes. Le destin des établissements du Sud, Karikal, Yanaon, Mahé et Pondichéry, est plus disputé. La France ne se résigne à leur perte qu'en novembre 1954.

Les périodes de tension n'ont pas manqué au long du processus de rattachement ; sur place, le resserrement du blocus économique imposé par l'Inde et les péripéties de la vie politique locale ont maintenu l'opinion en haleine tout au long de la période. Jamais toutefois les difficultés n'ont interrompu les contacts des négociateurs.

La perte par la France de ses établissements indiens n'a pas de véritable résonance internationale, mais cela a failli être le cas, et la présence d'observateurs neutres est un élément important de la résolution du conflit.

Reclassement de la sous-série :

La crise indienne n'avait assurément pas été prévue par les agents qui ont rédigé le plan de classement en 1944. Ils avaient prévu une cote uniquement qui s'est rapidement enflée de façon démesurée. Jusqu'en 1953, le bureau d'ordre conservait un dossier en vrac qui devait être difficilement utilisable. A partir de cette date, il a commencé à constituer des sous-dossiers.

Le reclassement a donc été plus poussé que pour d'autres sous-séries. Il a consisté à fragmenter la cote unique initiale. Chandernagor et les Etablissements du Sud ont été rendus distincts. A l'intérieur de

chacune de ces deux parties, les pièces ont été regroupées selon les thèmes suggérés par les sous-dossiers existants. Dans la mesure du possible, on a également reconstitué des dossiers par affaires.

Peu de documents ont été réservés dans cet ensemble. Il s'agit essentiellement de pièces relatives à la vie politique locale et mettant en cause des individus, et de pétitions.

Que chercher dans le fonds ?

L'origine des Etablissements français est rappelée par un dossier Textes de base (vol.5) qui comprend, sous forme de copies, les principaux traités qui ont déterminé la forme de la présence française en Inde depuis la fin du XVIII^{ème} siècle.

La **représentation de la France** et le **personnel** correspondent aux cotes où, dans les autres sous-séries, prennent place la vie de l'ambassade et la gestion du personnel diplomatique ; ici, il s'agit surtout d'agents de la FOM (France d'Outremer) qui ne relevaient pas du Quai d'Orsay ; quelques diplomates ont toutefois effectué des missions temporaires à l'occasion des négociations avec l'Union indienne. Le **conseiller diplomatique**, au contraire, est un agent du Quai d'Orsay. Avec la **création d'un consulat de France à Pondichéry**, les autorités coloniales françaises sont remplacées sur place par un poste consulaire classique. En sens inverse, la **représentation indienne et étrangère** disparaît à partir du moment où les établissements ont fait retour à l'Union indienne.

Les **dossiers généraux** comprennent surtout des pièces émanées de l'ambassade de France à Delhi qui concernent les négociations franco-indiennes sur la dévolution des Etablissements. On a créé dans la sous-série trois dossiers généraux distincts : un pour l'ensemble des Etablissements, un pour Chandernagor (**Situation locale**), un pour les Etablissements du Sud ; au début de la période, on pensera à rechercher dans le dossier principal les pièces qui manqueraient aux deux dossiers locaux.

Le **dossier parlementaire** regroupe les interventions des Chambres et les réponses faites par le Département.

Les **Loges françaises** sont des comptoirs gardés par la France en dehors des Etablissement proprement dits, et très tôt restituées. Notons que celle de Dacca est située au Pakistan oriental.

Toutes les pièces concernant uniquement Chandernagor figurent dans de dossiers sous ce nom. Toutes sortes d'informations sur l'évolution politique de Chandernagor, provenant très souvent du consulat de France à Calcutta, ont été regroupées dans le dossier **Situation locale**. Ce dossier contient également les négociations avec Dehli concernant la ville libre de Chandernagor. Les sous-dossiers suivants correspondent à des moments ou des aspects particuliers de la cession. **L'administration par l'Union indienne** donne des informations la vie locale après le départ des Français.

Les dossiers **Etablissements du Sud** sont organisés comme les dossiers Chandernagor, à quelques détails près. Parmi les subdivisions, le **dossier général** a retenu la plupart des correspondances de l'ambassade de France à Delhi, tandis que la **situation locale** concerne effectivement et exclusivement la politique locale, avec des informations principalement retransmises du

Commissaire de la République à Pondichéry. **Projet de référendum** recèle surtout des négociations avec Delhi à propos des modalités d'un référendum, qui finalement n'eut jamais lieu, sur le rattachement à l'Inde. Le **corps des observateurs neutres** est un dossier technique qui donna beaucoup de travail au Département ; il contient la correspondance de Paris pour le recrutement de juristes internationaux destinés à surveiller le déroulement du référendum et à apprécier les conditions de la vie politique dans les Etablissements, ainsi qu'à assurer la liaison avec ce corps qui, quoique mis en avant par la France, émettait des opinions indépendantes sur la situation. Le dossier « **incidents de Mahé** » se rapporte aux émeutes qui ont éclaté dans cet établissement, mais aussi au long contentieux dont la répression de l'incident été l'occasion entre la France et l'Inde.

Toujours pour les Etablissements du Sud, la **vie économique** et les sous-dossiers suivants sont composées en bonne part d'informations, mais les négociations douanières sont des pièces pour action émanées du Département, ainsi que les dossiers qui suivent, relatifs aux différents aspects du **blocus** des établissements par les autorités indiennes et au **maintien de l'ordre** : informations, protestations françaises et indiennes s'y suivent. Quant à la **dissidence des aldées**, il s'agit (car il faut expliquer les termes) des villages dépendants des établissements, mais souvent enclavés dans le territoire Indiens. Coupés par le blocus des municipalités françaises, ils ont fait sécession de bonne heure.

Intérêt du fonds :

Les autorités françaises des Indes relèvent du Ministère des Colonies, mais les Affaires étrangères assurent l'essentiel des liaisons avec l'Union indienne. Dans le contexte, les dossiers du Quai d'Orsay sont la source essentielle sur ce sujet qui implique évidemment la France de manière directe. Aussi le fonds contient-il presqu'uniquement des dépêches originales sur les négociations diplomatiques entre les deux Etats.

	1-23	Généralités		Octobre 1944-décembre 1955
E.81.1		1	Représentants de la France, personnel.	
			Décembre 1946-octobre 1954	
E.81.2. B		2	Conseiller diplomatique.	
			Octobre 1952-janvier 1955	
E.81.2. B E.81.4		3	Création d'un consulat de France à Pondichéry.	
			Septembre 1954-décembre 1955	
E.81.2. B E.81.4 C		4	Représentation indienne et étrangère.	
			Octobre 1954-janvier 1955	
E.81.1		5	Texte de base (1763-1941).	
E.81.1		6-22	Dossier général.	
			Octobre 1944-septembre 1955	
		6	Octobre 1944-aout 1947.	
		7	Septembre-décembre 1947.	
		8	Janvier-juin 1948.	
		9	Juillet-décembre 1948.	
		10	Janvier-juin 1949.	
		11	Juillet-décembre 1949.	
		12	Janvier-juin 1950.	
		13	Juillet 1950-décembre 1951.	
		14	Janvier-décembre 1952.	
		15	Janvier-décembre 1953.	
		16	Janvier-mars 1954.	
		17	Avril 1954.	
		18	Mai 1954.	
		19	Juin 1954	

			20	Juillet-août 1954.
			21	Septembre 1954-avril 1955.
E81.1 ; 81.2B 81.4		22	Dossier parlementaire.	Mars 1954-décembre 1955
E.81.1		23	Loges françaises.	Février 1947-janvier 1950
	24-36	Chandernagor.		Juillet 1946-juin 1955
E.81.1		24-26	Situation locale.	Juillet 1946-février 1952
		24	Juillet 1946-décembre 1946.	
		25	Mars-décembre 1949.	
		26	Janvier 1950-février 1952	
E.81.1B		27	Transfert de facto.	Juin 1949-mai 1950
E.81.1A		28	Référendum du 19 juin 1949.	Mai 1949-novembre 1950
E.81.1B		29-31	Traité de cession.	Juillet 1949-Juillet 1953
		29	Juillet-décembre 1949.	
		30	Janvier-décembre 1950.	
		31	Janvier 1951-juillet 1953.	
		32	Texte du traité.	1949-1950
E.81.1C		33-34	Commission mixte et questions financières.	Mars 1950-juin 1955
		33	Mars 1950-octobre 1951.	

		34	Février 1952-juin 1955. Pensions de retraites (janvier 1951-janvier 1952)
E.81.1 D E.81.1		35	Questions judiciaires, nationalité (septembre 1949-août 1954). Questions culturelles (musée, enseignements français) (septembre 1949-mars 1951). Biens ecclésiastiques (septembre 1949-mars 1951).
			Septembre 1949-août 1954
E.81.1		36	Administration par l'union indienne.
			Février 1951-juin 1955
	37-84	Etablissements du Sud.	
			Janvier 1945-décembre 1955
E.81.1		37	Projet de statut autonome.
			Août 1947-novembre 1952
E.81.2B		38	Conférence franco-indienne de Paris (14 mai-4 juin 1954).
			Août 1947-novembre 1952
		39	Projet de traité de cession et texte du traité.
			Juin-décembre 1955
E.81.1 A, B		40-44	Projet de référendum, organisation.
			Mars 1949-octobre 1952
		40	Mars 1949-juin 1949.
		41	Avril-décembre 1949.
		42	Janvier-mars 1950.
		43	Avril-décembre 1950.
		44	Février 1951-octobre 1952.
E.81.2A		45	Rapport des observateurs neutres sur les conditions d'un référendum.
			Mars-avril 1951
E.81.1		46-50	Corps des observateurs neutres.
			Janvier 1949-octobre 1954

			46	Janvier-mars 1949.
			47	Avril-aout 1949.
			48	Septembre-décembre 1949.
			49	Janvier-décembre 1950.
			50	Janvier 1951-octobre 1954.
E.81.1		51-56	Situation locale. Décembre 1945-décembre 1955	
			51	Décembre 1945-septembre 1948.
			52	Octobre 1948.
			53	Novembre 1948-décembre 1953.
			54	Janvier-juin 1954.
			55	Juillet-décembre 1954.
			56	Janvier-décembre 1955.
E.81.2 B		57-59	Situation à Mahé. « Incidents de Mahé ». Aout 1948-juillet 1954	
			57	Aout-décembre 1948.
			58	1949-1950.
			59	1951-juillet 1954.
E.81.2 B		60	Contentieux territorial de Mahé. Incident du pont de Pallour (22 août 1953). Octobre 1949-avril 1954	
E.81.1, 2,3		61-62	Vie économique. Janvier 1945-juin 1955	
			61	Janvier 1945-septembre 1951.
			62	Avril 1952-juin 1955.
E.81.1		63	Chemins de fer. (1902) mars 1945-février 1953	
			Alcool et prohibition.	

			Novembre 1949-janvier 1950	
			Trafic de devises et contrebande. Octobre 1949-avril 1953	
			Sel et « gabelle ». Mai 1949-février 1954	
E.81.3	64-65	Abolition de la convention douanière de 1941 et négociation d'une nouvelle convention. Mars 1947- Janvier 1955		
	64	Mars 1947-décembre 1949.		
	65	Janvier 1950-Janvier 1955.		
	66	Blocus économique. Janvier 1949-janvier 1954		
	67	Entraves à la circulation des personnes (mars 1949-janvier 1955). Rétention des colis postaux (novembre 1949-décembre 1954). Mars 1949- janvier 1955		
	68	Blocus de Mahé. [1918], avril 1949-juin 1954		
	69	Fourniture d'électricité aux aldées (centrale électrique de Pondichéry). [1943], mars 1951-octobre 1955		
E.81.2B	70	Partis. Hommes politiques. Septembre 1949-octobre 1955		
E.81.1, 2	71-72	Maintien de l'ordre. Incidents policiers. Décembre 1949-septembre 1954		
	71	Décembre 1949-novembre 1953.		
	72	Mars-septembre 1954.		
	73	Dissidence des aldées. Avril-septembre 1954		

E.81.2B		74	Transfert, passation de pouvoirs. Aout 1954-février 1955
		75	Congrès de Kijéour (décision de rattachement à l'Union indienne par les élus locaux, 18 octobre 1954). Aout-novembre 1954
		76	Texte de l'accord franco-indien de transfert (21 octobre 1954). Août 1954-janvier 1955
E.81.5 E.81.4		77	Commission mixte (octobre 1954-août 1955). Fonctionnaires français (octobre 1954-décembre 1955). Octobre 1954-décembre 1955
E.81.4D		78	Affaire militaire. Bureau militaire. Novembre 1954-décembre 1955
E.81.2 b		79	Nationalité française. Septembre 1954-Novembre 1955
		80	Questions culturelles. Septembre 1946-décembre 1955
E.81.2B E.81.1 81.2 B		81	Institut français de Pondichéry (juillet 1954-décembre 1955). Archives (septembre 1946-juillet 1955). Questions ecclésiastiques (décembre 1945-septembre 1954). Centre socialiste franco-asien (avril-mai 1954). Décembre 1945-décembre 1955
E.81.2B		82-83	Liquidation financière. Questions financières et budgétaires. Octobre 1954-novembre 1955
		82	Octobre 1954-décembre 1954
		83	Janvier-novembre 1955.
E.81.2B 81.4		84	Intérêts économiques. Textile.

				Juillet 1954-mai 1955
	85-89	Presse et documentation.		
				Septembre 1947-Septembre 1955
		85-87	Presse.	Juillet 1949-septembre 1955
			85	Juillet 1949-novembre 1953.
			86	Janvier-décembre 1954.
			87	Janvier-septembre 1955
		88	Documentation sur Chandernagor. – Traité de cession du 2 février 1951. Rapport des observateurs neutres sur le référendum de Chandernagor (8 août 1949).	
		89	Documentations sur les Etablissements du Sud.	
				Septembre 1947-juillet 1955
				Combattant d'Indochine, septembre 1953.
				Centre socialiste franco-asien, 1 ^{er} mai 1954, 10 p.
				Les établissements français de l'Inde, Documentation française, Notes et études documentaires n° 735, 30 septembre 1947, 8p.
				Journal officiel, 27 juillet 1955.
				Texte de discours par le G. J.G. Chambon, Commissaire de la République par intérim, pour l'ouverture des sessions de l'assemblée représentative, 17 septembre 1949.
				Texte de discours par A. Ménard, Commissaire de la République pour l'ouverture des sessions de l'assemblée représentative, 17 mars et 30 août 1951, 9 janvier et 29 mars 1952, 28 mars 1953.
				Commission du Ministère de la France d'Outremer sur la situation politique dans les établissements français de l'Inde, 12 septembre 1949
				Général H. Deschamps, Missions de l'Inde française, Novembre-décembre 1952, 29p.
				Traité franco-indien de novembre 1954.
				Rapport de la délégation du corps des observateurs neutres sur sa mission dans les Etablissements français de l'Inde du Sud (mars-avril 1951)

Asie Océanie/ Inde française

1944-1955

128QO/1-90

90

Cartes.